



GROUPE COLABOR INC.
RAPPORT DE GESTION

Deuxième trimestre de 2021

Périodes de 12 et 24 semaines closes le 12 juin 2021

TABLE DES MATIÈRES

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs	<u>3</u>
2. À propos de Colabor	<u>4</u>
2.1 Développements d'entreprise de 2021	<u>4</u>
2.2 Stratégies de développement et perspectives d'avenir	<u>5</u>
2.3 Indicateurs de performance financière clés	<u>6</u>
3. Résultats d'exploitation et financiers	<u>7</u>
3.1 Résultats d'exploitation	<u>7</u>
3.1.1 Ventes sectorielles	<u>7</u>
3.1.2 Charges opérationnelles	<u>8</u>
3.1.3 BAIIA ajusté	<u>10</u>
3.1.4 Frais non liés aux opérations courantes	<u>11</u>
3.1.5 Amortissements	<u>11</u>
3.1.6 Charges financières	<u>12</u>
3.1.7 Impôts sur le résultat	<u>12</u>
3.1.8 Résultat net	<u>12</u>
3.2 Situation financière	<u>13</u>
3.3 Autres variations importantes de la situation financière	<u>14</u>
3.4 Données liées aux actions en circulation	<u>15</u>
3.5 Flux de trésorerie	<u>15</u>
3.6 Ressources en capital	<u>16</u>
4. Activités abandonnées	<u>17</u>
5. Résumé des derniers trimestres	<u>19</u>
6. Mesures de performance non conformes aux IFRS	<u>19</u>
7. Transactions entre parties liées	<u>21</u>
8. Transactions hors bilan	<u>21</u>
9. Éventualité	<u>21</u>
10. Risques et incertitudes	<u>21</u>
11. Estimations et jugements significatifs	<u>21</u>
12. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière	<u>22</u>
13. Instruments financiers	<u>22</u>

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs

Ce rapport de gestion de Groupe Colabor Inc. (la « Société » ou « Colabor ») porte sur le résultat net, le résultat global, la situation financière et les flux de trésorerie du deuxième trimestre clos le 12 juin 2021, dont les chiffres ne sont pas audités. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et leurs notes annexes pour cette période, ainsi qu'avec les états financiers consolidés audités du 26 décembre 2020 et leurs notes ainsi qu'avec le rapport de gestion annuel y afférent. Ces états financiers sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Ces états financiers peuvent être consultés à www.sedar.com et à www.colabor.com.

Énoncés de nature prospective

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Colabor et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Colabor juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement à la rubrique 2.2 Stratégies de développement et perspectives d'avenir du présent rapport de gestion. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Colabor. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique 10 Risques et incertitudes du présent rapport de gestion de la Société. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Colabor, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Colabor à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Saisonnalité

Un exercice financier standard de Colabor est composé de treize périodes de quatre semaines chacune; les trois premiers trimestres sont chacun composés de trois périodes et le dernier trimestre, de quatre. L'exercice financier se termine le dernier samedi de décembre.

Ainsi, les ventes et le résultat net de la Société sont proportionnellement moins élevés aux premier, deuxième et troisième trimestres et plus élevés au quatrième trimestre puisque celui-ci compte en général 33 % plus de périodes d'opération que les autres trimestres de l'exercice. De plus, il est à noter que les ventes de la Société sont saisonnières. Ainsi, le volume des ventes du premier trimestre est normalement moins élevé en comparaison aux autres trimestres. Voir la rubrique 2.1 Développements d'entreprise de 2021 pour les impacts liés à la pandémie de la Covid-19 (« pandémie »).

Finalement, le fonds de roulement évolue généralement au cours de l'exercice financier en raison de la nature saisonnière des activités, principalement au printemps et à l'été ainsi que durant les périodes de Fêtes (c.-à-d. Noël et Pâques). Afin de répondre à la demande saisonnière accrue, les besoins en stocks augmentent ainsi que les clients et autres débiteurs. La facilité de crédit est utilisée au besoin pour supporter la fluctuation de cette activité saisonnière.

Les actions de Groupe Colabor Inc. se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole « GCL ».

Le lecteur trouvera d'autres informations concernant la Société sur SEDAR à www.sedar.com et sur le site Web de Colabor à www.colabor.com. L'information sur le site Web de la Société n'est pas intégrée par renvoi au présent rapport de gestion.

2. À propos de Colabor

2.1 Développements d'entreprise de 2021

Au cours des périodes de 12 et 24 semaines closes le 12 juin 2021, les événements suivants ont eu un impact sur le développement général et les opérations de la Société ou témoignent de l'évolution du plan d'optimisation et de croissance de Colabor.

Refinancement

Le 18 février 2021, la Société a conclu une nouvelle facilité de crédit garantie de premier rang d'un montant total de 80,0 millions \$ comprenant un crédit rotatif de 50,0 millions \$, dont 5,0 millions \$ en marge de crédit d'exploitation et un prêt à terme de 30,0 millions \$. La facilité porte intérêt au coût des fonds majorés de 1,75 % à 3,25 % selon les ratios de levier financier de la Société et vient à échéance en février 2025. La facilité est garantie par ses actifs et ceux de certaines de ses filiales et prévoit des limites quant aux opérations et aux activités, particulièrement en ce qui a trait aux investissements autorisés ainsi qu'à certains ratios financiers surtout liés au BAIIA ajusté⁽¹⁾ consolidé, aux charges financières et à la dette totale. Le prêt à terme est remboursable d'un montant de 3,0 millions \$ par année.

Le 18 février 2021, la Société a aussi conclu une entente pour une nouvelle dette subordonnée d'un montant de 20,0 millions \$, dont 15,0 millions \$ qui ont été déboursés à la signature de l'entente et un solde de 5,0 millions \$ qui est disponible jusqu'en février 2022 au gré de la Société. La dette subordonnée porte intérêt au taux de 7,25 % à 8,25 % selon les ratios de levier financier de la Société et vient à échéance en février 2026.

Ce refinancement a servi à rembourser le solde de 12,0 millions \$ de la dette subordonnée au 26 décembre 2020 et au rachat des débetures convertibles et permettra également à la Société de répondre aux besoins potentiels de liquidités supplémentaires résultant des projets d'investissements futurs.

Rachat des débetures convertibles

En date du 18 février 2021, la Société a annoncé son intention de procéder au rachat anticipé de la totalité des débetures convertibles émises et en circulation.

Conformément aux modalités des débetures convertibles qui donnaient le droit aux porteurs de convertir en actions ordinaires avant la date de rachat annoncée, 273 600 actions ordinaires ont été émises au prix de 2,50 \$ pour un montant total de 0,7 million \$. Le 23 mars 2021, la Société a complété le rachat de la totalité des débetures convertibles en circulation d'un capital global du principal impayé de 49,3 millions \$ qui a été racheté au prix de 1 000 \$ par débenture, plus l'intérêt couru et impayé jusqu'au, mais en excluant le 23 mars 2021.

Les débetures convertibles qui étaient inscrites à la cote de la bourse de Toronto sous le symbole GCL.DB.A ont été retirées de la cote de la bourse le 23 mars 2021.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Nomination à l'équipe de direction

Le 28 avril 2021, la Société a annoncé la nomination de M. Pierre Blanchette au poste de premier vice-président et chef de la direction financière, poste qu'il occupe depuis le 25 mai 2021. M. Blanchette est un haut dirigeant avec plus de 25 ans d'expérience dans le domaine de la finance corporative. Avant de se joindre à Colabor, il a travaillé, entre autres, au sein de Fiera Capital Corporation, une société de gestion de placements indépendante de premier plan où il a occupé différents postes, tels que Vice-président principal, trésorerie et impôts, Vice-président exécutif, finances, division US et Vice-président principal, finances.

Mise à jour relative aux répercussions de la pandémie de Covid-19 sur les activités et résultats

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a qualifié le virus Covid-19 de pandémie mondiale. Depuis cette date, les gouvernements mettent en œuvre diverses mesures d'urgence pour freiner la propagation du virus en fonction de l'évolution de la situation pandémique tels que la fermeture des services non essentiels et des salles à manger des restaurants ainsi que le confinement des citoyens. Cette pandémie continue à avoir une incidence sur la demande des clients impactant à la baisse les ventes suite à la fermeture des salles à manger au cours du premier et deuxième trimestre et pourrait avoir une incidence défavorable sur les activités des prochains trimestres, malgré les assouplissements annoncés le 28 mai 2021 par le gouvernement du Québec.

La Société a continué au cours du premier semestre de 2021 d'obtenir la subvention salariale d'urgence du Canada (« SSUC ») et de la nouvelle subvention d'urgence du Canada pour le loyer (« SUCL ») aidant à Colabor à faire face aux défis que pose la pandémie. À l'heure actuelle, ces subventions seraient disponibles jusqu'en septembre 2021.

La Société n'est pas en mesure à l'heure actuelle d'estimer de façon fiable les effets de la pandémie sur ses résultats financiers futurs, étant donné les incertitudes qui demeurent quant à l'occurrence de nouvelles vagues de la pandémie et des mesures évolutives prises par les gouvernements. Bien que la pandémie continuera d'avoir des répercussions sur les ventes et sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ dans les prochains mois, compte tenu des mesures sanitaires exigées par la santé publique, Colabor ne s'attend pas à une incidence négative importante sur ses liquidités disponibles. Tel qu'indiqué précédemment, la Société a signé de nouvelles ententes de crédit en février 2021 qui, combinées aux flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles, permettront à Colabor de poursuivre son plan stratégique. Nos équipes continuent d'être proactives afin de saisir les opportunités qui pourraient se présenter.

2.2 Stratégies de développement et perspectives d'avenir

Colabor a pour principaux objectifs financiers d'accroître sa rentabilité et conséquemment de créer de la valeur pour ses actionnaires. En 2021, le plan stratégique afin d'atteindre ses objectifs se définit dans la continuité de 2020 et s'articule sur les piliers suivants :

1. Accroître les activités de Distribution au Québec
 - Améliorer la part du portefeuille existant de la clientèle et l'étendue des territoires au Québec par croissance organique ou acquisitions;
 - Repositionner ses marques privées; et
 - Améliorer la gestion des catégories (non-alimentaires, protéines, fruits et légumes).
2. Optimiser les processus
 - Standardiser et améliorer les processus de gestion interne afin de réduire les coûts des unités d'affaires.
3. Prioriser l'engagement des employés
 - Poursuivre le déploiement de la nouvelle plateforme intégrée de gestion des ressources humaines; et
 - Déploiement d'un protocole de retour sur les lieux de travail.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Évolution du plan 2021

Au cours du premier semestre 2021, la Société a continué de gérer les impacts de la pandémie sur ses activités par le maintien d'une structure de coûts adaptée et la gestion optimale des flux de trésorerie. La Société adapte de façon continue les mesures pour faire face à la pandémie afin de suivre l'évolution de celle-ci. La clôture des nouvelles ententes de crédit au cours du premier trimestre de 2021, tel que décrit précédemment, s'inscrit dans notre objectif premier qui est d'accroître la rentabilité de la Société et permettra à celle-ci d'avoir les liquidités disponibles afin de mettre en œuvre le plan stratégique 2021 lorsque les conditions le permettront.

Au cours du premier semestre de 2021, nous avons aussi terminé le déploiement de la nouvelle plateforme intégrée de gestion des ressources humaines et sommes à établir le protocole de retour sur les lieux de travail.

2.3 Indicateurs de performance financière clés

Indicateurs de performance (en milliers de \$, sauf le ratio d'endettement)	12 semaines		24 semaines	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Résultats et flux de trésorerie				
Ventes liées aux activités poursuivies	108 052	95 458	193 687	207 071
Résultat net lié aux activités poursuivies	1 640	1 608	629	(263)
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	6 671	7 613	10 519	11 311
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	(2 911)	3 217	2 465	8 830
Situation financière				
			Au 12 juin	Au 26 décembre
			2021	2020
Fonds de roulement ⁽²⁾			36 913	31 163
Ratio d'endettement ⁽³⁾			2,0x	1,8x
Dettes nettes ⁽⁴⁾			57 206	52 100

⁽¹⁾ Mesure non conforme aux IFRS. Se référer au tableau du rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté et à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS du rapport de gestion. Le BAIIA ajusté correspond au résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes, l'amortissement ainsi que les charges relatives au régime de rémunération à base d'actions.

⁽²⁾ Le fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir ses passifs à court terme au moyen de ses actifs à court terme, voir la rubrique 3.2 Situation financière pour le détail du calcul. Le fonds de roulement exclut la portion court terme des débetures convertibles qui ont été rachetées au cours du deuxième trimestre.

⁽³⁾ Le ratio d'endettement est un indicateur de la capacité de la Société à s'acquitter de sa dette à long terme. Il est défini comme le ratio de la dette nette / BAIIA ajusté des quatre derniers trimestres. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS du rapport de gestion.

⁽⁴⁾ Mesure non conforme aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS du rapport de gestion. La dette nette correspond à l'endettement bancaire, la portion à court terme de la dette à long terme, la dette à long terme et les débetures convertibles net de l'encaisse.

Faits saillants du deuxième trimestre

- Les ventes consolidées du deuxième trimestre se sont chiffrées à 108,1 millions \$, en hausse de 13,2 %, comparativement à la même période de l'exercice précédent résultant principalement de mesures de confinement moins restrictives en 2021 comparativement à 2020. Les ventes consolidées cumulatives se sont chiffrées à 193,7 millions \$, en baisse de 6,5 %, comparativement à la même période de l'exercice précédent résultant principalement de la fin d'un contrat dans les activités de Distribution spécialisée et des effets de la pandémie.
- Le résultat net des activités poursuivies du deuxième trimestre s'est établi à 1,6 million \$, comparable au résultat net du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat net des activités poursuivies cumulatif s'est établie à 0,6 million \$, en hausse de 0,9 million \$, comparativement à un résultat net de (0,3) million \$ en 2020.

- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du deuxième trimestre provenant des activités poursuivies a atteint 6,7 millions \$ ou 6,2 % des ventes des activités poursuivies comparativement à 7,6 millions \$ ou 8,0 % des ventes des activités poursuivies en 2020, une baisse de 12,4 %. Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ cumulatif provenant des activités poursuivies a atteint 10,5 millions \$ ou 5,4 % des ventes des activités poursuivies comparativement à 11,3 millions \$ ou 5,5 % des ventes des activités poursuivies, une baisse de 7,0 %. Cette diminution provient entre autres de la baisse des subventions acquises, mitigée par une hausse des marges brutes.
- L'augmentation de la dette nette⁽⁴⁾ qui se chiffre à 57,2 millions \$ au 12 juin 2021 comparativement à 52,1 millions \$ à la fin de l'exercice 2020, provient de l'augmentation du fonds de roulement⁽²⁾ dû à l'effet de saisonnalité et entraîne un effet défavorable sur le ratio d'endettement⁽³⁾ qui se chiffre à 2,0x, par rapport à 1,8x à la fin de l'exercice 2020.
- Au 12 juin 2021, le fonds de roulement⁽²⁾ de la Société s'est chiffré à 36,9 millions \$, en hausse par rapport à 31,2 millions \$ à la fin de l'exercice précédent. Cette variation s'explique par la hausse des ventes au cours du deuxième trimestre et par l'effet de saisonnalité.

3. Résultats d'exploitation et financiers

3.1 Résultats d'exploitation

Sommaire des résultats pour les périodes de 12 et 24 semaines closes le 12 juin 2021

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines			24 semaines		
	2021 \$	2020 \$	Écart %	2021 \$	2020 \$	Écart %
Ventes	108 052	95 458	13,2	193 687	207 071	(6,5)
Coût des marchandises vendues	89 715	80 870	10,9	160 981	174 178	(7,6)
Charges d'exploitation	11 666	6 975	67,3	22 187	21 582	2,8
Charges opérationnelles	101 381	87 845	15,4	183 168	195 760	(6,4)
BAIIA ajusté⁽¹⁾	6 671	7 613	(12,4)	10 519	11 311	(7,0)
Marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾	6,2 %	8,0 %		5,4 %	5,5 %	

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

3.1.1 Ventes sectorielles

Ventes consolidées pour les périodes de 12 et 24 semaines closes le 12 juin 2021

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines			24 semaines		
	2021 \$	2020 \$	Écart %	2021 \$	2020 \$	Écart %
Secteur Distribution	73 282	60 223	21,7	130 304	140 331	(7,1)
Secteur Grossiste	45 503	43 050	5,7	82 012	82 814	(1,0)
Éliminations intersectorielles et autres	(10 733)	(7 815)	(37,3)	(18 629)	(16 074)	(15,9)
Ventes	108 052	95 458	13,2	193 687	207 071	(6,5)

Les ventes consolidées du deuxième trimestre de 2021 étaient de 108,1 millions \$ comparativement à 95,5 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une augmentation de 13,2 %. La pandémie a eu des impacts sur les 12 semaines du deuxième trimestre de 2021 et 2020.

- La hausse des ventes du secteur Distribution de 21,7 % s'explique par l'augmentation du volume provenant de notre clientèle de la restauration suite à la réouverture graduelle des salles à manger des restaurants au courant du deuxième trimestre de 2021 et compte tenu des mesures de confinement moins restrictives en 2021 qu'en 2020.
- Les ventes du secteur Grossiste ont augmenté de 5,7 % et s'explique par la réouverture graduelle de la restauration, la croissance de certains clients moins touchés par les effets de la pandémie et par de nouveaux clients, mitigé par la perte d'une partie du volume d'un de nos clients.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont augmenté de 2,9 millions \$ ou 37,3 % ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation du volume des secteurs Distribution et Grossiste tel que décrit ci-dessus.

Les ventes consolidées cumulatives pour la période de 24 semaines de 2021 étaient de 193,7 millions \$ comparativement à 207,1 millions \$ lors du semestre correspondant de l'exercice précédent, soit une diminution de 6,5 % . La pandémie a eu des impacts sur le semestre dans son entier en 2021, comparativement à 14 semaines en 2020.

- La baisse des ventes du secteur Distribution de 7,1 % s'explique par un montant de 8,6 millions \$ lié à la fin d'un contrat provenant de la Distribution spécialisée au cours du premier trimestre 2020, ainsi qu'à la baisse du volume reliée à la pandémie pour la clientèle de la restauration et chaînes au cours du premier trimestre 2021.
- Les ventes du secteur Grossiste ont baissé de 1,0 % ce qui s'explique par une baisse de volume reliée à la pandémie au cours du premier trimestre 2021 et par la perte d'une partie du volume d'un de nos clients, mitigée en partie par la réouverture graduelle de la restauration au deuxième trimestre 2021, la croissance de certains clients moins touchés par les effets de la pandémie et par de nouveaux clients.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont augmenté de 2,6 millions \$ ou 15,9 % ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des achats des secteurs Distribution et Grossiste tel que décrit ci-dessus.

3.1.2 Charges opérationnelles

Charges opérationnelles pour les périodes de 12 et 24 semaines closes le 12 juin 2021

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines			24 semaines		
	2021	2020	Écart	2021	2020	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Secteur Distribution	69 071	55 331	24,8	123 980	133 395	(7,1)
Secteur Grossiste	41 511	39 458	5,2	74 591	75 572	(1,3)
Éliminations intersectorielles et autres	(9 201)	(6 944)	(32,5)	(15 403)	(13 207)	(16,6)
Charges opérationnelles⁽¹⁾	101 381	87 845	15,4	183 168	195 760	(6,4)

⁽¹⁾ Charges opérationnelles excluant les frais non liés aux opérations courantes, l'amortissement ainsi que les charges relatives au régime de rémunération à base d'actions.

Les charges opérationnelles consolidées du deuxième trimestre de 2021 étaient de 101,4 millions \$ comparativement à 87,8 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une augmentation de 15,4 %, en lien avec la hausse du coût des marchandises vendues et des charges d'exploitation reliée à l'augmentation des ventes et par la baisse des subventions acquises de 3,2 millions \$.

- Les charges opérationnelles du secteur Distribution ont augmenté de 24,8 % au cours du deuxième trimestre provenant essentiellement de la hausse des coûts de marchandises vendues et des charges d'exploitation reliée à la hausse des ventes ainsi qu'une baisse des subventions acquises d'un montant de 2,5 millions \$, mitigée par une amélioration de la marge brute.
- Les charges opérationnelles du secteur Grossiste ont augmenté de 5,2 % en lien avec la hausse des coûts de marchandises vendues et des charges d'exploitation reliée à la hausse des ventes ainsi qu'une baisse des subventions acquises au cours du deuxième trimestre de 2021 d'un montant de 0,3 million \$, mitigée par une amélioration de la marge brute.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont augmenté de 32,5 % provenant principalement de la hausse des ventes intersectorielles tel qu'expliqué précédemment, de la baisse des subventions acquises au cours du deuxième trimestre de 2021 d'un montant de 0,4 million \$ et de la hausse des frais corporatifs. La hausse des frais corporatifs s'explique essentiellement par la hausse de la charge salariale provenant des mesures prises en 2020 dans le cadre de la pandémie, tel une réduction des heures de travail et des réductions temporaires de la rémunération et des effectifs.

Les charges opérationnelles consolidées cumulatives pour la période de 24 semaines de 2021 étaient de 183,2 millions \$ comparativement à 195,8 millions \$ lors du semestre correspondant de l'exercice précédent, soit une diminution de 6,4 %, en lien avec la baisse des coûts des marchandises vendues et des charges d'exploitation reliée à la diminution des ventes mitigée en partie par la baisse des subventions acquises de 1,9 million \$.

- Les charges opérationnelles du secteur Distribution ont diminué de 7,1 % provenant essentiellement de la baisse des coûts de marchandises vendues et des charges d'exploitation reliée à la diminution des ventes, une amélioration de la marge brute et par la fin d'un contrat provenant de la Distribution spécialisée compensée en partie par une diminution des subventions acquises d'un montant de 1,5 million \$ au cours du premier semestre de 2021.
- Les charges opérationnelles du secteur Grossiste ont diminué de 1,3 % en lien avec la baisse des coûts de marchandises vendues reliée à la diminution des ventes et une amélioration de la marge brute, partiellement compensée par une diminution des subventions acquises d'un montant de 0,2 million \$ au cours du premier semestre de 2021.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont augmenté de 16,6 % provenant principalement de l'augmentation des ventes intersectorielles tel qu'expliqué précédemment, la baisse des subventions acquises d'un montant de 0,2 million \$ au cours du premier semestre de 2021 et la hausse des frais corporatifs, tel qu'expliqué précédemment.

3.1.3 BAIIA ajusté

BAIIA ajusté pour les périodes de 12 et 24 semaines closes le 12 juin 2021

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines			24 semaines		
	2021	2020	Écart	2021	2020	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Secteur Distribution	4 211	4 892	(13,9)	6 324	6 936	(8,8)
Secteur Grossiste	3 992	3 592	11,1	7 421	7 242	2,5
Éliminations intersectorielles et autres	(1 532)	(871)	(75,9)	(3 226)	(2 867)	(12,5)
BAIIA ajusté⁽¹⁾	6 671	7 613	(12,4)	10 519	11 311	(7,0)
Marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾	6,2 %	8,0 %		5,4 %	5,5 %	

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du deuxième trimestre de 2021 était de 6,7 millions \$ comparativement à 7,6 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une diminution de 12,4 % et en pourcentage des ventes, les marges du BAIIA ajusté⁽¹⁾ ont atteint 6,2 % par rapport à 8,0 % lors de la période correspondante de 2020. Ces variations s'expliquent essentiellement par la baisse des subventions acquises de 3,2 millions \$. En excluant l'impact des subventions acquises, la marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾ aurait été de 5,0 % en 2021 et 3,4 % en 2020 :

- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Distribution a baissé de 0,7 million \$ ou 13,9 %. En pourcentage des ventes, la marge du BAIIA ajusté s'est établie à 5,7 % comparativement à 8,1 % en 2020. Cette baisse s'explique par la baisse des subventions acquises, mitigée par la hausse des ventes et une hausse de la marge brute.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Grossiste a augmenté de 0,4 million \$, ou 11,1 % et s'explique essentiellement par une augmentation des ventes de 5,7 % tel qu'expliqué précédemment et une hausse de la marge brute, mitigée par une baisse des subventions acquises au cours du deuxième trimestre de 2021.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ provenant des éliminations intersectorielles et autres du deuxième trimestre 2021 a diminué de 0,7 million \$ ou 75,9 % comparativement à celui du trimestre correspondant de 2020 et s'explique essentiellement par la baisse des subventions acquises au cours du deuxième trimestre et par une augmentation des frais corporatifs, tel qu'expliqué précédemment.

Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ cumulatif de la période de 24 semaines de 2021 a atteint 10,5 millions \$ comparativement à 11,3 millions \$ lors du semestre correspondant de l'exercice précédent, soit une diminution de 7,0 % et en pourcentage des ventes, les marges du BAIIA ajusté⁽¹⁾ ont atteint 5,4 % par rapport à 5,5 % lors de la période correspondante de 2020. En excluant l'impact des subventions acquises, la marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾ aurait été de 4,1 % en 2021 et 3,3 % en 2020. Ces variations s'expliquent essentiellement par une augmentation de la marge brute, la baisse des subventions acquises de 1,9 million \$ et par la baisse des ventes reliée à la pandémie :

- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Distribution a diminué de 0,6 million \$ ou 8,8 %. En pourcentage des ventes, la marge du BAIIA ajusté s'est établie à 4,9 % identique à 2020. Les variations proviennent de la baisse des subventions acquises et de la baisse des ventes, mitigée par une amélioration de la marge brute.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Grossiste a augmenté de 0,2 million \$, ou 2,5 % et s'explique essentiellement par une amélioration de la marge brute, mitigée par la baisse des subventions acquises au cours du premier semestre de 2021.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ provenant des éliminations intersectorielles et autres du premier semestre de 2021 a diminué de 0,4 million \$ ou 12,5 % comparativement à celui du semestre correspondant de 2020 et s'explique essentiellement par une diminution des subventions acquises et une augmentation des frais corporatifs, tel qu'expliqué précédemment.

3.1.4 Frais non liés aux opérations courantes

Frais non liés aux opérations courantes pour les périodes de 12 et 24 semaines closes le 12 juin 2021

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines			24 semaines		
	2021	2020	Écart	2021	2020	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Primes de séparation	35	74	(52,7)	35	183	(80,9)
Provision pour mauvaises créances	—	226	(100,0)	—	516	(100,0)
Autres	29	208	(86,1)	120	889	(86,5)
Frais non liés aux opérations courantes	64	508	(87,4)	155	1 588	(90,2)

Les autres frais non liés aux opérations courantes représentent principalement des frais juridiques et autres charges en lien avec des activités non récurrentes.

La diminution des frais non liés aux opérations courantes au cours du premier semestre de 2021 comparativement à 2020 s'explique par la radiation de la valeur de l'option de Dubé & Loiselle inc. à la suite de la décision de la Société de ne pas l'exercer et par une provision additionnelle de mauvaises créances prise en 2020 d'un montant de 0,5 million \$ lié aux conséquences de la pandémie suite à la fermeture temporaire de certains de nos clients principalement dans le domaine de la restauration.

3.1.5 Amortissements

Amortissements pour les périodes de 12 et 24 semaines closes le 12 juin 2021

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines			24 semaines		
	2021	2020	Écart	2021	2020	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles	506	747	(32,3)	1 022	1 236	(17,3)
Amortissement des immobilisations incorporelles	961	1 296	(25,8)	1 926	2 690	(28,4)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	1 778	1 375	29,3	3 557	3 036	17,2
Amortissements	3 245	3 418	(5,1)	6 505	6 962	(6,6)

Pour les périodes de 12 et 24 semaines closes le 12 juin 2021, la charge d'amortissements est en baisse de 5,1 % et 6,6 %, respectivement, comparativement à 2020 et s'explique principalement par la fin de l'amortissement de certaines immobilisations corporelles et incorporelles, mitigé par l'augmentation de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation suite au renouvellement de baux depuis les 12 derniers mois.

3.1.6 Charges financières

Les charges financières des périodes de 12 et 24 semaines closes le 12 juin 2021 se sont établies à 1,1 million \$ et 2,8 millions \$, respectivement, comparativement à 1,6 million \$ et 3,3 millions \$ pour les périodes correspondantes de 2020. Cette baisse s'explique par la diminution de notre niveau d'endettement et par des taux d'intérêt inférieurs suite au refinancement et le rachat des débetures, tel qu'expliqué précédemment.

3.1.7 Impôts sur le résultat

Aux deuxièmes trimestres de 2021 et 2020, la charge d'impôts était de 0,6 million \$ et 0,4 million \$, respectivement. La variation à la hausse provient essentiellement de la hausse du résultat avant impôts.

Pour la période cumulative de 24 semaines close le 12 juin 2021, la charge d'impôt a atteint 0,3 million \$ comparativement à un recouvrement d'impôts de 0,4 million \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de la charge d'impôts provient essentiellement de la hausse du résultat avant impôts.

3.1.8 Résultat net

Résultat net pour les périodes de 12 et 24 semaines closes le 12 juin 2021

(en milliers de dollars, sauf le résultat net par action et les pourcentages)

	12 semaines			24 semaines		
	2021 \$	2020 \$	Écart %	2021 \$	2020 \$	Écart %
Résultat net lié aux activités poursuivies	1 640	1 608	2,0	629	(263)	339,2
Résultat net lié aux activités abandonnées	52	(4 490)	101,2	36	(10 949)	100,3
Résultat net	1 692	(2 882)	158,7	665	(11 212)	105,9
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies	0,02	0,01	100,0	0,01	—	s.o.
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités abandonnées	—	(0,04)	100,0	—	(0,11)	100,0
Résultat net par action de base et dilué	0,02	(0,03)	166,7	0,01	(0,11)	109,1

Le résultat net lié aux activités poursuivies du deuxième trimestre de 2021 était de 1,6 million \$ ou 0,02 \$ par action, comparable à 1,6 million \$ ou 0,01 \$ par action, lors de la période correspondante de l'exercice précédent. Les principales variations du trimestre sont la baisse de la charge d'amortissements, la diminution des frais non liés aux opérations courantes et la baisse des charges financières, mitigées par la baisse du BAIIA ajusté⁽¹⁾ tel qu'expliqué précédemment et l'augmentation de la charge d'impôts. Le résultat net du deuxième trimestre de 2021 est de 1,7 million \$, ou 0,02 \$ par action, en hausse de 4,6 millions \$ par rapport à (2,9) millions \$, ou (0,03) \$ par action, lors de la période correspondante de 2020. La variation s'explique par les éléments ci-haut mentionnés et par l'augmentation de 4,5 millions \$ du résultat net lié aux activités abandonnées telle qu'expliquée à la rubrique 4 Activités abandonnées. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période de 12 semaines est de 101 916 228 comparativement à 101 639 418 lors de la période correspondante de 2020.

Le résultat net lié aux activités poursuivies cumulatif pour la période de 24 semaines de 2021 a atteint 0,6 million \$ ou 0,01\$ par action, en hausse par rapport à (0,3) million \$ ou 0,00 \$ par action, lors de la période correspondante de 2020. La variation s'explique par la baisse de la charge d'amortissements, la diminution des frais non liés aux opérations courantes et la baisse des charges financières, mitigée par la baisse du BAIIA ajusté⁽¹⁾ tel qu'expliqué précédemment et par l'augmentation de la charge d'impôts. Le résultat net du premier semestre de 2021 est de 0,7 million \$, ou 0,01 \$ par action, en hausse de 11,9 millions \$ par rapport à (11,2) millions \$, ou (0,11) \$ par action, lors de la période correspondante de 2020. La variation s'explique par les éléments ci-haut mentionnés et par l'augmentation de 11,0 millions \$ du résultat net lié aux activités abandonnées telle qu'expliquée à la rubrique 4 Activités abandonnées. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période de 24 semaines est de 101 784 278 comparativement à 101 639 418 lors de la période correspondante de 2020.

3.2 Situation financière

Le tableau qui suit présente les principaux éléments des actifs et passifs courants consolidés qui composent le fonds de roulement⁽²⁾ de la société.

(en milliers de dollars)

	Au 12 juin 2021 \$	Au 26 décembre 2020 \$	Écart \$
Actifs courants			
Clients et autres débiteurs	42 380	34 416	7 964
Stocks	38 886	35 266	3 620
Actifs courants	81 266	69 682	11 584
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs	44 353	38 519	5 834
Fonds de roulement⁽²⁾	36 913	31 163	5 750

⁽²⁾ Le fonds de roulement est une mesure de performance non conforme aux IFRS. La Société calcule son fonds de roulement tel que décrit ci-dessus. Le fonds de roulement exclut la portion courte des débetures convertibles qui ont été rachetées au cours du deuxième trimestre. Voir la rubrique 1 Portée du rapport de gestion pour plus d'informations sur la saisonnalité des ventes.

Au 12 juin 2021, le fonds de roulement⁽²⁾ de la Société s'est chiffré à 36,9 millions \$, en hausse de 5,8 millions \$ par rapport à la fin de l'exercice. L'augmentation s'explique de la façon suivante :

Clients et autres débiteurs

Le solde des clients et autres débiteurs est en hausse de 8,0 millions \$ par rapport au 26 décembre 2020, provenant de la hausse des ventes au cours du deuxième trimestre et par l'effet de saisonnalité.

Stocks

Le solde des stocks est en hausse de 3,6 millions \$ par rapport au 26 décembre 2020. Cette augmentation provient de la hausse du niveau d'inventaire relié à une demande plus élevée suite à l'augmentation des ventes et par l'effet de la saisonnalité.

Fournisseurs et autres créditeurs

Le solde des fournisseurs et autres créditeurs est en hausse de 5,8 millions \$ par rapport au 26 décembre 2020 provenant essentiellement de la hausse des inventaires et de l'effet de la saisonnalité.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables

3.3 Autres variations importantes de la situation financière

Le tableau suivant présente les autres éléments importants de la situation financière de la Société au 12 juin 2021 et leurs écarts par rapport à l'exercice financier se terminant le 26 décembre 2020.

(en milliers de dollars)

	Au 12 juin 2021 \$	Au 26 décembre 2020 \$	Écart \$
Immobilisations corporelles	5 672	6 122	(450)
Immobilisations incorporelles	24 732	26 569	(1 837)
Actifs au titre de droits d'utilisation	34 831	38 450	(3 619)
Actifs d'impôts différés	6 062	6 351	(289)
Dette à long terme	57 523	11 860	45 663
Obligations locatives	37 414	41 633	(4 219)
Débetures convertibles	—	49 812	(49 812)
Obligation au titre de la retraite	2 955	2 887	68
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	89 797	88 567	1 230

Immobilisations corporelles

La réduction des immobilisations corporelles provient essentiellement de l'amortissement.

Immobilisations incorporelles

La réduction des immobilisations incorporelles provient essentiellement de l'amortissement.

Actifs au titre de droits d'utilisation

La réduction des actifs au titre de droits d'utilisation provient essentiellement de l'amortissement.

Actifs d'impôts différés

La diminution des actifs d'impôts différés provient essentiellement du renversement d'attributs fiscaux au cours de la période.

Dette à long terme

L'augmentation de la dette à long terme provient essentiellement de la nouvelle facilité de crédit qui a servi à racheter la totalité des débetures convertibles en circulation pour un montant total de 49,3 millions \$. De plus la Société a contracté une nouvelle dette subordonnée, dont un montant de 15,0 millions \$ a été reçu et qui a servi en partie à rembourser le solde de 12,0 millions \$ de la dette subordonnée existante au 26 décembre 2020.

Débetures convertibles

La diminution des débetures convertibles s'explique par le rachat de la totalité des débetures convertibles en circulation le 23 mars 2021. Préalablement au rachat, conformément aux modalités des débetures convertibles qui donnaient le droit aux porteurs de convertir avant la date de rachat annoncée, 273 600 actions ordinaires ont été émises pour un montant total de 0,7 million \$.

Obligations locatives

La diminution des obligations locatives provient essentiellement des paiements effectués au cours de la période pour les contrats de location.

Capitaux propres attribuables aux actionnaires

L'augmentation des capitaux propres attribuables aux actionnaires provient principalement du résultat net et des autres éléments du résultat global de l'exercice ainsi que de l'émission d'actions ordinaires émises tel que mentionné ci-haut.

3.4 Données liées aux actions en circulation

Le tableau suivant présente les données sur les actions et options de la Société au 19 juillet 2021. Se reporter aux notes 8, 11 et 12 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et le nombre d'options)

	Nombre d'actions / options	Montant \$
Actions ordinaires		
Actions ordinaires participantes à droit de vote	101 954 885	257 008
Options sur les actions participantes à droit de vote		
Options en circulation	3 173 982	
Options pouvant être exercées	1 553 982	

3.5 Flux de trésorerie

Le tableau qui suit représente les flux de trésorerie consolidés pour les périodes de 12 et 24 semaines closes le 12 juin 2021.

(en milliers de dollars)

	12 semaines		24 semaines	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(2 911)	3 217	2 465	8 830
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(484)	(277)	(611)	(297)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(9 172)	(3 517)	(10 099)	(8 963)
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités poursuivies	(12 567)	(577)	(8 245)	(430)
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités abandonnées	—	(2 476)	(272)	4 803
Trésorerie et équivalent de trésorerie (endettement bancaire) au début	13 244	1 991	9 194	(5 435)
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la fin	677	(1 062)	677	(1 062)

Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont atteint (2,9) millions \$ et 2,5 millions \$ pour les périodes de 12 et 24 semaines de 2021 respectivement, par rapport à 3,2 millions \$ et 8,8 millions \$ pour les périodes correspondantes en 2020. Cette baisse s'explique principalement par une utilisation supérieure du fonds de roulement⁽²⁾ et par la diminution du BAIIA ajusté⁽¹⁾, compensé par une diminution des frais non liés aux opérations courantes.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement sont similaires pour les périodes de 12 et 24 semaines closes le 12 juin 2021 et le 13 juin 2020.

⁽²⁾ Le fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir ses passifs à court terme au moyen de ses actifs à court terme, voir la rubrique 3.2 Situation financière pour le détail du calcul. Le fonds de roulement exclut la portion court terme des débetures convertibles qui ont été rachetées au cours du deuxième trimestre.

Activités de financement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont de (9,2) millions \$ pour la période de 12 semaines comparativement à (3,5) millions \$ pour la période correspondante en 2020. La variation provient principalement de l'utilisation de la nouvelle facilité de crédit pour 43,0 millions \$ aux fins du rachat des débetures pour 49,3 millions \$ et d'une diminution des charges financières payées en 2021. Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont de (10,1) millions \$ pour la période de 24 semaines, comparativement à (9,0) millions \$ pour la période correspondante en 2020. La variation provient principalement des éléments mentionnés précédemment, en plus d'un emprunt supplémentaire de 3,0 millions \$ de la dette subordonnée, comparativement au remboursement d'un montant de 2,0 millions \$ de la facilité de crédit lors de la période correspondante de 2020.

3.6 Ressources en capital

Tel que mentionné à la rubrique 2.1 Développements d'entreprise de 2021, la Société a signé de nouvelles ententes de financement au cours du premier trimestre 2021.

Au 12 juin 2021, la facilité de crédit disponible est de 36,0 millions \$. Se référer la rubrique 13 pour la gestion du risque de liquidité.

4. Activités abandonnées

Le 11 mai 2020, la Société a annoncé la clôture de la vente de la majorité des actifs de sa division Summit pour une somme de 9,5 millions \$ sujet à certains ajustements après la clôture ainsi qu'une contrepartie éventuelle en fonction du niveau de ventes au cours des 12 prochains mois suivant la transaction. Une somme de 7,7 millions \$ a été reçue lors de la clôture de la transaction et un montant net de 0,4 million \$ a été reçu lors de la finalisation du fonds de roulement. Le montant résiduel sera reçu au cours des prochains mois lorsque les ajustements finaux seront connus. La vente comprend les activités des restaurants indépendants et en franchises, ainsi que certains actifs et employés de ventes.

La Société a reclassé à titre d'activités abandonnées les résultats et les flux de trésorerie de la période courante et précédente de cette division, séparément des activités poursuivies de la Société.

Sommaire des résultats des activités abandonnées

Le résultat net des activités abandonnées se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)

	12 semaines		24 semaines	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Ventes	—	9 431	—	68 822
Coût des marchandises vendues	—	8 645	—	62 408
Marge brute	—	786	—	6 414
Charges d'exploitation	(96)	1 527	(96)	8 971
Amortissements	—	616	—	1 254
Frais non liés aux opérations courantes	15	4 040	31	10 313
Résultat opérationnel	81	(5 397)	65	(14 124)
Charges financières	2	155	2	354
Résultat avant impôts	79	(5 552)	63	(14 478)
Charge (recouvrement) d'impôts	27	(1 062)	27	(3 529)
Résultat net des activités abandonnées	52	(4 490)	36	(10 949)

La variation du résultat net s'explique par le fait que la vente de la majorité des actifs de Summit a eu lieu en mai 2020, et par conséquent, cette division était en opération au cours du premier trimestre 2020 et d'une partie du deuxième trimestre de 2020.

Sommaire des frais non liés aux opérations courantes

Les frais non liés aux opérations courantes relatifs aux activités abandonnées se répartissent comme suit :

(en milliers de dollars)

	12 semaines		24 semaines	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Primes de séparation	—	3 852	—	7 449
Provision pour baux déficitaires	—	(148)	—	948
Provision pour désuétude des stocks et mauvaises créances	—	—	—	240
Perte sur disposition	28	14	28	14
Frais de fermeture et autres	(13)	322	3	1 662
Total	15	4 040	31	10 313

Les frais non liés aux opérations courantes pour 2020 résultent de la fermeture des centres de distribution situés à London et à Ottawa qui ont eu lieu en février et mars 2020, respectivement ainsi que la fermeture du centre de distribution de Mississauga en juillet 2020.

Sommaire des flux de trésorerie des activités abandonnées

Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées se détaillent comme suit

(en milliers de dollars)

	12 semaines		24 semaines	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(15)	(7 227)	(284)	(190)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	—	7 249	—	7 239
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	15	(2 498)	12	(2 246)
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités abandonnées	—	(2 476)	(272)	4 803

La variation nette de la trésorerie des activités abandonnées des périodes de 12 et 24 semaines de 2021 est de néant \$ et (0,3) million \$ respectivement, par rapport à (2,5) millions \$ et 4,8 millions \$ lors des mêmes périodes l'exercice précédent. Les variations de 2020 provenaient essentiellement des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles dues à une utilisation inférieure du fonds de roulement à la suite de la cessation d'un commun accord du contrat d'approvisionnement entre Colabor et Recipe Unlimited (« Recipe ») qui a eu lieu de façon graduelle au cours du premier trimestre de 2020, de la fermeture de deux entrepôts au premier trimestre de 2020 et de la vente de la division Summit au cours du deuxième trimestre 2020.

5. Résumé des derniers trimestres

Le tableau qui suit présente le résumé des résultats des huit derniers trimestres :

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2021			2020			2019	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
	(12 semaines) \$	(12 semaines) \$	(16 semaines) \$	(12 semaines) \$	(12 semaines) \$	(12 semaines) \$	(16 semaines) \$	(12 semaines) \$
Ventes⁽¹⁾	108 052	85 635	133 317	120 931	95 458	111 613	192 900	165 803
BAIIA ajusté⁽¹⁾	6 671	3 848	7 459	10 143	7 613	3 698	8 188	8 485
Frais non liés aux opérations courantes	64	91	344	(121)	508	1 080	703	—
Résultat net lié aux activités poursuivies⁽¹⁾	1 640	(1 011)	620	3 441	1 608	(1 871)	1 945	3 682
Résultat net lié aux activités abandonnées⁽¹⁾	52	(16)	191	(1 652)	(4 490)	(6 459)	(2 233)	(1 972)
Résultat net⁽¹⁾	1 692	(1 027)	811	1 789	(2 882)	(8 330)	(288)	1 710
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies	0,02	(0,01)	0,01	0,03	0,01	(0,02)	0,02	0,04
Résultat net par action de base et dilué	0,02	(0,01)	0,01	0,02	(0,03)	(0,08)	—	0,02

⁽¹⁾ Les ventes, le BAIIA ajusté et le résultat net ont été retraités pour reclasser les résultats de la division Viandes Décarie dont la vente s'est conclue en mai 2019 et les activités de l'Ontario à titre d'activités abandonnées.

Les ventes des huit derniers trimestres ont été touchées par divers facteurs, dont la non-reconduction de contrats moins profitables des activités Grossistes et de Distribution broadline au Québec à compter du quatrième trimestre 2019, par la fin d'un contrat dans la Distribution Spécialisée au cours du premier trimestre de 2020 et par la pandémie à compter du deuxième trimestre de l'exercice 2020. Le résultat net du premier trimestre de chaque exercice financier est généralement négativement impacté par son caractère saisonnier. Le résultat net du quatrième trimestre de 2019 ainsi que le premier trimestre 2020 ont été impactés négativement par les frais non liés aux opérations courantes. Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ à compter du premier trimestre 2020 inclut également l'impact de l'adoption de la norme IFRS 16.

6. Mesures de performance non conformes aux IFRS

L'information comprise dans ce rapport renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. Ces mesures de performance ne doivent pas être considérées isolément ou comme substituts aux autres mesures de la performance calculées en conformité avec les IFRS, mais plutôt comme renseignements complémentaires. Ces mesures sont largement répandues dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations. Elles reflètent l'inclusion ou l'exclusion de certains montants qui sont considérés comme non représentatifs de la performance financière récurrente de la Société. Étant donné que ces notions ne sont pas définies par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables avec celles d'autres sociétés.

BAIIA ajusté

Il s'agit d'une mesure couramment utilisée par la direction, ainsi que par les investisseurs et analystes afin d'évaluer la performance d'une entité et la capacité à générer des flux de trésorerie sur la base de ses activités courantes. Le BAIIA ajusté correspond au résultat net duquel les éléments suivants sont ajoutés : la charge d'amortissements, les frais non liés aux opérations courantes, ainsi que les charges relatives aux régimes de rémunération à base d'actions, les charges financières et les impôts sur les résultats.

Rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté

(en milliers de dollars)

	12 semaines		24 semaines	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Résultat net lié aux activités poursuivies	1 640	1 608	629	(263)
Charge (recouvrement) d'impôts	575	403	324	(447)
Charges financières	1 102	1 598	2 839	3 294
Résultat opérationnel	3 317	3 609	3 792	2 584
Charges relatives au régime de rémunération à base d'actions	45	78	67	177
Frais non liés aux opérations courantes	64	508	155	1 588
Amortissements	3 245	3 418	6 505	6 962
BAIIA ajusté	6 671	7 613	10 519	11 311

Dette nette

La dette nette correspond à l'endettement bancaire, la portion à court terme de la dette à long terme, la dette à long terme et les débetures convertibles, net de l'encaisse tel que présenté dans les états consolidés de la situation financière de Colabor.

Le tableau suivant présente le calcul de la dette nette :

(en milliers de dollars)

	Au 12 juin 2021 \$	Au 26 décembre 2020 \$
Encaisse	(794)	(9 712)
Portion à court terme de la dette à long terme	3 000	—
Dette à long terme	55 000	12 000
Débetures convertibles	—	49 812
Dette nette	57 206	52 100

Ratio d'endettement

Le ratio d'endettement correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté provenant des activités poursuivies des quatre derniers trimestres. Se référer au tableau de la rubrique 5 Résumé des derniers trimestres.

7. Transactions entre parties liées

Les transactions entre parties liées de la Société sont constituées de ventes survenues avec Dubé & Loiselle Inc., une entité détenue par un administrateur de la Société. Les opérations ont été effectuées conformément aux différents contrats régissant les relations entre la Société et Dubé & Loiselle Inc., dans le cours normal des affaires.

Transactions avec Dubé & Loiselle inc., une entité détenue par un administrateur de la Société

(en milliers de dollars)

	12 semaines		24 semaines	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Ventes	4 013	2 577	7 198	7 205
			Au 12 juin	Au 26 décembre
			2021	2020
Clients et autres débiteurs, nets des remises à payer			1 356	187

8. Transactions hors bilan

La Société n'a pas d'obligation relative à des transactions hors bilan, à l'exception de lettres de crédit bancaire de l'ordre de 1,0 million \$, soutenant la location d'un des centres de distribution de la Société.

9. Éventualité

Au cours du deuxième trimestre de 2019, une poursuite de 7,7 millions \$ a été intentée par un client contre la Société alléguant un défaut aux termes de l'entente. La Société entend se défendre vigoureusement.

10. Risques et incertitudes

Les activités de la Société sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes qui sont plus amplement décrits à sa notice annuelle datée du 26 février 2021 la « Notice » et accessible sur le site web SEDAR à www.sedar.com et sur le site web de la Société au www.colabor.com. Les risques qui sont décrits à la Notice sont incorporés dans le présent rapport de gestion par renvoi.

11. Estimations et jugements significatifs

La préparation des états financiers exige que la direction de la Société pose un certain nombre de jugements et des estimations quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges qui sont basé sur les faits et l'information obtenue dont dispose la direction. Compte tenu de la pandémie, la direction a révisé ses jugements et estimations dans le cadre de la préparation de ses états financiers consolidés résumés intermédiaires et conclu qu'il n'y a pas de changement significatif au 12 juin 2021 par rapport au 26 décembre 2020.

12. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière

La direction a conçu et évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux IFRS.

Le président et chef de la direction ainsi que le premier vice-président et chef de la direction financière ont évalué, au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 12 juin 2021. À la lumière de cette évaluation, ils ont conclu que la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF et CPCI) est adéquate. Pour la période de 24 semaines close le 12 juin 2021, le président et chef de la direction ainsi que le premier vice-président et chef de la direction financière ont aussi évalué qu'il n'y a eu aucune modification du processus de contrôle interne à l'égard de l'information financière, ni des contrôles et procédures de communication de l'information financière ayant une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes et procédures.

13. Instruments financiers

A) Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des clients et autres débiteurs ainsi que des fournisseurs et autres créditeurs est comparable à la valeur comptable en raison des courtes échéances, donc la valeur temps de l'argent est non significative.

La valeur comptable et la juste valeur des autres instruments financiers dans les états consolidés de la situation financière se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)

		Au 12 juin 2021		Au 26 décembre 2020
	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers				
Non courants				
Facilité de crédit	42 673	43 000	—	—
Dette subordonnée	14 850	15 000	11 860	11 969
Instrument financier dérivé	98	98	—	—
	57 621	58 098	11 860	11 969

La juste valeur de la facilité de crédit est comparable à la valeur comptable, étant donné que le taux d'intérêt fluctue en fonction du taux du marché avec des conditions comparables à celles prévalant sur le marché.

La juste valeur de la dette subordonnée a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs au taux de 7,25 % (6,5 % au 26 décembre 2020), soit le taux en vigueur de la dette subordonnée.

De plus, en avril 2021, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt d'une valeur nominale de 15,0 millions \$ dans le but de couvrir le risque de fluctuation des taux d'intérêt sur une portion de sa facilité de crédit à compter de mars 2022, et ce jusqu'à l'échéance en 2025. Le taux d'intérêt fixé par le swap est de 1,43 %. Les conditions permettant d'appliquer la comptabilité de couverture ayant été réunies, les variations de juste valeur sont donc comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

La juste valeur du swap de taux d'intérêt est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur du swap de taux d'intérêt représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler le contrat à chaque date de clôture. Au 12 juin 2021, la juste valeur du swap de taux d'intérêt est un passif comptabilisé à la rubrique instrument financier dérivé dans les passifs non courants à l'état consolidé de la situation financière d'un montant de 0,1 millions \$.

Évaluation de la juste valeur

Lorsqu'elle évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif, la Société se base le plus possible sur des données observables du marché. Les justes valeurs sont présentées selon la hiérarchie des justes valeurs, qui regroupe trois niveaux selon l'importance des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur de ces éléments. Les trois niveaux de hiérarchie des évaluations à la juste valeur sont les suivants :

- Niveau 1 : prix cotés (non réajustés) sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement;
- Niveau 3 : données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables.

Au 12 juin 2021, la Société a classé l'évaluation de la juste valeur de la facilité de crédit, de la dette subordonnée et du swap de taux d'intérêt selon le niveau 2. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours des périodes de 12 et 24 semaines closes le 12 juin 2021.

B) Gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations, de ses activités d'investissement et de ses activités de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société et vise à protéger la Société contre les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillées ci-après. La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

Risque de taux d'intérêt

La facilité de crédit porte intérêt à un taux variable et expose donc la Société à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt. Les autres actifs et passifs financiers de la Société ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt à des taux variables. La Société gère son exposition au risque de taux d'intérêt en favorisant une répartition adéquate entre les passifs financiers à taux fixe et les passifs financiers à taux variable.

De plus, en avril 2021, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt d'une valeur nominale de 15,0 millions \$ avec une institution financière dans le but de couvrir le risque de fluctuation des taux d'intérêt sur une portion de sa facilité de crédit à compter de mars 2022, et ce jusqu'à l'échéance en 2025. La Société révisé périodiquement le niveau de la dette sur laquelle les taux d'intérêt devront être fixés.

Risque de crédit

La valeur comptable des clients et autres débiteurs et des autres actifs aux états consolidés de la situation financière représente le montant maximal du risque de crédit auquel la Société est exposée.

Le risque de crédit de la Société provient principalement des comptes clients et autres actifs. Le risque de crédit lié aux comptes clients est diversifié. La Société exige un cautionnement ou une lettre de crédit bancaire pour certains de ses clients. Au 12 juin 2021, la Société détient des garanties pour environ 1,8 % de ses comptes clients (1,8 % au 26 décembre 2020). De plus, à la suite du début de la pandémie, les termes de paiement de certains clients ont été modifiés pour des paiements d'avance ou sur livraison afin de minimiser les risques de crédit.

La politique de la Société consiste à soumettre chaque client à une procédure de vérification de son crédit.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et à s'assurer que la Société dispose de sources de financement sous la forme d'emprunts bancaires autorisés suffisants. La Société établit des prévisions budgétaires et prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations. Ces prévisions sont mises à jour sur une base régulière afin de prendre en compte les impacts de la pandémie qui évoluent rapidement. Selon nos prévisions mises à jour avec l'information dont la direction dispose actuellement, la Société s'attend à être en mesure de rencontrer ses obligations des 12 à 15 prochains mois par l'utilisation des flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et des fonds disponibles sur la facilité de crédit en place.

Au 12 juin 2021, la Société respectait tous ses engagements bancaires.